

[print](#)

La guerre en Syrie: une guerre pour l'énergie?

De [Alexandre Latsa](#)

Global Research, septembre 18, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-guerre-en-syrie-une-guerre-pour-lenergie/5350361>

Alors que la guerre en Syrie continue, le [Mainstream médiatique](#), qui [s'acharne](#) sur l'Etat syrien, oublie de façon récurrente de rappeler l'un des aspects les plus essentiels de ce conflit: l'aspect énergétique et notamment gazier. Ce facteur explique que le soutien actif de la Russie a pour but non pas de protéger la personne de Bashar el-Assad, mais avant tout d'éviter l'effondrement du régime syrien, car cet effondrement voulu de l'extérieur serait un élément géopolitique d'un dispositif bien plus large et assez directement dirigé contre elle.

Lorsque la Russie commence à relever la tête à compter des années 2000, elle devient en effet le principal obstacle au plan de prise de contrôle énergétique des voies énergétiques liant l'Europe et l'Eurasie via les Balkans que les stratèges américains ont programmé et entamé via notamment la [guerre en Serbie](#) en 1999.

L'Amérique et l'Union Européenne vont alors chercher par tous les moyens à diversifier l'approvisionnement des pays européens pour réduire leur potentielle dépendance envers Moscou. C'est le début du projet de gazoduc Nabucco, aujourd'hui quasiment abandonné, qui consistait à permettre l'alimentation de l'Europe en gaz produit en Azerbaïdjan et au Turkménistan, via un itinéraire qui aurait traversé la Turquie et évité la Russie tout en contournant la Grèce. Autour de ce projet, il y avait un plan géopolitique américain très ambitieux: Transformer l'allié Turc en pivot central d'un [grand moyen orient](#) à remodeler et aussi en un centre régional de transit énergétique entre les Balkans et le moyen orient.

On comprend dès lors mieux les vellétés américaines pour que la Turquie intègre l'Union Européenne et aussi garder ce pays dans leur giron, ce qui leur permettrait de contrôler indirectement mais fermement l'approvisionnement énergétique de l'Europe et surtout d'empêcher une alliance continentale énergétique euro-russe jugée contraire aux intérêts américains en Eurasie.

Ce projet [Nabucco](#) a cependant échoué puisque le Turkménistan s'est tourné vers la Chine et que l'Azerbaïdjan s'est lui rapproché du projet russe [South Stream](#). Développé en 2007, South Stream, a pour objectif de permettre à la Russie de garder le contrôle sur l'approvisionnement de l'Europe via notamment la caspienne et le Kazakhstan (membre de l'Union Douanière), tout en y incorporant la Serbie dont [l'importance](#) énergétique pour l'Union européenne sera, dans l'avenir, aussi grande que celle de l'Ukraine aujourd'hui. Une Ukraine définitivement contournée pour que ne se reproduise plus les incidents de 2006 et les coupures d'approvisionnement en Europe.

Après la faillite de la Grèce suite à la crise financière, la Russie s'était engagée sur la voie du rachat du consortium gazier grec par Gazprom. Ces négociations se sont arrêtées lorsque le département d'Etat américain a tout simplement mis en garde Athènes contre une coopération énergétique avec Moscou et déconseillé une cession à Gazprom qui "permettrait à Moscou de renforcer sa domination sur le marché énergétique de la région". South Stream prévoit malgré tout un [embranchement](#) vers la Grèce, achevant de transformer le projet en une sorte de pont énergétique orthodoxe en direction de l'Europe.

La position d'Ankara est à ce jour assez ambiguë. Fortement liée à la Russie sur le domaine énergétique via par [Blue Stream](#), Ankara a également accepté qu'un raccord soit opéré entre Blue Stream et South Stream. En outre le pays, seconde puissance de l'Otan, s'est également déclaré candidat à rejoindre l'Organisation de Shanghai (l'alliance militaire sous direction Sino-russe), avec laquelle le pays a signé en début d'année 2013 un partenariat de dialogue préalable à l'adhésion. Est-ce le signe d'un profond et crucial retournement d'alliance?

La Syrie, aux prises avec une guerre civile et interconfessionnelle qui oppose chiites et sunnites, est elle directement concernée par deux projets de gazoducs liés aux projets Nabucco et South Stream mentionnés plus haut.

En 2009, un projet appelé "[Friendship Pipeline](#)" a été lancé par l'Iran, l'Irak et la Syrie, trois pays à gouvernance musulmane chiite. Le tube amènerait du gaz iranien à la méditerranée, en vue d'alimenter l'Europe, mais en évitant le territoire turc. Ce projet, destiné à permettre à l'Iran d'écouler son stock en Europe, comprend également une extension vers le Liban et selon Roland Lombardi devrait être à terme [raccordé](#) au projet russe South Stream. Il faut rappeler que l'Iran était initialement pressenti comme fournisseur essentiel de Nabucco mais sera rapidement exclu du projet pour des raisons politiques et aussi sans doute après que le renversement du régime soit apparu comme de plus en plus improbable, tant par la force que par des procédés moins violents comme l'embryon de révolution de couleur qui a frappé le pays en 2009

En 2009 aussi, un autre projet a été lancé, un projet de pays sunnites et qui aurait reçu l'aval du Pentagone. Du gaz qatari serait livré en Europe, par un gazoduc qui partirait du Qatar, traverserait l'Arabie Saoudite puis la Syrie et enfin la Turquie. Au passage ce projet ressusciterait le projet Nabucco, soutenu par les turcs et les américains, mais abandonné pour l'instant faute de fournisseurs de gaz fiables. Bien entendu, ce projet du Qatar est irréalisable si le régime de Bashar el-Assad n'est pas anéanti et remplacé par un gouvernement docile. On comprend mieux ce qui peut pousser un certain nombre de pays à s'engager activement dans le soutien de l'opposition syrienne.

On voit que le point focal de cette concurrence entre les producteurs de gaz est l'Union Européenne, cet énorme marché solvable dont la consommation de gaz ne devrait qu'augmenter malgré la crise.

Plus que jamais, les choses se passeront en Méditerranée car de nouveaux acteurs vont bientôt apparaître sur le marché. Israël et Chypre ont découvert de très grandes réserves de gaz off shore dans leurs zones économiques exclusives, ces deux pays deviendront à moyen terme des pays exportateurs importants. Dans ce bassin de la méditerranée orientale, il est probable que les découvertes de gaz off shore ne font que commencer. Le Liban et la Syrie pourraient aussi disposer de réserves exploitables de gaz.

Pour l'exportation de ces nouvelles ressources deux solutions qui mélangent commerce et géopolitique s'affrontent déjà. Les USA sont partisans d'un réseau de gazoducs qui alimenteraient l'Europe en traversant la Turquie et les pressions sur Israël ont déjà commencé. Les russes, pour leur part, préféreraient que ce gaz soit liquéfié et exporté par méthaniers vers l'Asie industrielle.

Le grand jeu énergétique semble s'accélérer, opposant plusieurs projets énergético-civilisationnels qui traduisent clairement les ambitions politiques et stratégiques de blocs politiques entre lesquels la guerre énergétique est visiblement en train de s'intensifier.

L'opinion exprimée dans cet article ne coïncide pas forcément avec la position de la

rédaction, l'auteur étant extérieur à RIA Novosti.

*[Alexandre Latsa](#) est un journaliste français qui vit en Russie et anime le site *DISSONANCE*, destiné à donner un "autre regard sur la Russie".*

Copyright © 2013 Global Research